

Humanitäre Hilfe ist jedoch mit enormen Behinderungen konfrontiert, was die Durchführung vieler Hilfsprojekte erschwert. Seit dem Ausbruch des bewaffneten Konfliktes im früheren Jugoslawien sind mindestens 800 000 Personen ins Ausland geflüchtet, davon 320 000 aus Bosnien-Herzegowina und 260 000 aus dem Kosovo. Die Bundesrepublik Deutschland, Oesterreich, Schweden und die Schweiz haben 90 Prozent der ins Ausland geflüchteten Personen Obdach geboten. Was die Aufnahme von Flüchtlingen betrifft, so hat der Bundesrat einerseits eine grosszügige Praxis für die Visaerteilung eingeführt, d. h., dass Bosnier, welche in der Schweiz lebende Verwandte haben, ohne Schwierigkeiten in die Schweiz einreisen können. Andererseits hat er bisher rund 8850 Personen vorläufig kollektiv aufgenommen (Frauen und Kinder, Deserteure und Refraktäre) und im Individualverfahren weiteren 3048 Flüchtlingen Schutz geboten. Infolge des Bürgerkrieges halten sich darüber hinaus gegen 70 000 Personen aus Ex-Jugoslawien in der Schweiz auf, die bis auf weiteres bei ihren Verwandten bleiben dürfen. Ausserdem leben in der Schweiz rund 7200 Asylbewerber und an die 260 000 Menschen mit ausländerrechtlichen Bewilligungen aus dem ehemaligen Jugoslawien.

Réponse du Conseil fédéral du 4 octobre 1993

1a. Diverses questions concernant les minorités dans l'ex-Yougoslavie ne sont pas encore résolues. Les Serbes de la Krajina ne veulent rien savoir d'une appartenance étatique à la Croatie. Au Kosovo, les Albanais exigent toujours plus ouvertement la sécession d'avec la Serbie et la création d'un protectorat des Nations Unies. Le nationalisme exacerbé aveugle les responsables jusque dans les capitales et rend plus difficile la recherche de solutions qui devraient non seulement apporter aux minorités le respect des droits de l'homme, mais aussi une mesure raisonnable d'administration locale autonome. Si on ne réussit pas à établir une plus grande disponibilité au dialogue et une compréhension mutuelle entre toutes les parties, de dangereux foyers de tensions persisteront et menaceront la sécurité dans l'ensemble des Balkans. La fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine aurait au moins l'avantage que la Conférence de Genève pourrait concentrer ses efforts de négociation plus particulièrement sur ce type de problèmes.

1b. Les Etats riverains de la Bosnie-Herzégovine sont exclusivement d'anciens Etats communistes et, à l'exception de la Yougoslavie (Serbie/Montenegro), sur la voie des réformes. Se trouvant déjà dans une situation de transition difficile, ils sont beaucoup plus fortement touchés par le conflit dans l'ex-Yougoslavie. Les pertes économiques que ces Etats doivent assumer du fait de l'embargo des Nations Unies se chiffrent par milliards. Malgré cela, ils n'ont pas vraiment tenté de contourner les prescriptions de l'ONU.

Bien que dans les pays voisins de la Bosnie-Herzégovine on soit parfaitement conscient des points négatifs d'une partition du pays en trois entités, on espère cependant avant tout une pacification prochaine des Balkans, qui est un premier pas important vers l'établissement d'une certaine stabilité politique et d'une amélioration de la situation économique.

2. En ce qui concerne la crise dans les Balkans, la politique étrangère de la Suisse peut être décrite comme très active dans tous les domaines.

Dans le domaine politique, la Suisse n'héberge pas seulement la Conférence internationale sur la Yougoslavie, mais prend également une part active à ses travaux: elle est représentée dans son comité de direction, ainsi que dans le groupe de travail sur les minorités.

Dans le cadre de la CSCE, différentes missions dans la zone de conflit ont eu lieu sous direction suisse ou avec la participation de notre pays.

La Suisse soutient également l'engagement des Nations Unies dans le conflit yougoslave: des observateurs militaires et gardes-frontière suisses sont engagés dans le cadre de la Forpronu (Force de Protection des Nations Unies), la Suisse s'est associée aux sanctions économiques de l'ONU et des douaniers suisses surveillent le respect de ces sanctions dans divers pays voisins de l'ex-Yougoslavie avec des collègues d'autres nations.

Le respect du droit international humanitaire revêt pour la Suisse une importance toute particulière. Ce dernier a été, et sera encore, l'objet des plus graves violations. Le Conseil fédéral a publiquement et de manière répétée dénoncé ces atteintes graves au droit international humanitaire et a exigé de toutes les parties au conflit un respect strict des principes de base de ce droit. La Suisse, en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève, a ainsi convoqué du 30 août au 1er septembre 1993 à Genève une Conférence internationale sur la protection des victimes de la guerre afin d'encourager les Etats signataires des conventions à respecter leurs engagements.

Par ailleurs, les auteurs de ces crimes devront être déférés devant un tribunal international. C'est pourquoi la Suisse s'est engagée à participer aux préparations pratiques et aux investigations en vue de la convocation d'un tribunal destiné à juger les crimes de guerre. Le choix des juges a eu lieu ces derniers jours avec la participation de la Suisse.

Depuis le début du conflit, la Confédération a mis plus de 74 millions de francs suisses à la disposition des victimes, que ce soit sous la forme de livraison de vivres, de construction d'abris pour les réfugiés ou de contribution logistique. Jusqu'à présent, on n'a jamais engagé autant de moyens dans une seule région. Cette aide humanitaire s'est faite sous forme de financement bilatéral de projets d'organisations suisses, internationales et multinationales, de même que de projets du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC). L'aide est actuellement concentrée en Bosnie, où la détresse des réfugiés est la plus forte. L'aide humanitaire est pourtant confrontée à d'énormes obstacles, ce qui complique ou empêche l'exécution de plusieurs projets caritatifs.

Plus de 800 000 personnes ont fui l'ex-Yougoslavie depuis le début du conflit armé. 320 000 sont originaires de Bosnie-Herzégovine et 260 000 du Kosovo. L'Allemagne, l'Autriche, la Suède et la Suisse ont hébergé 90 pour cent de ces personnes déplacées. Pour ce qui est de l'accueil des réfugiés, le Conseil fédéral a mis en place une politique généreuse d'octroi de visas. Ainsi, les Bosniaques qui ont de la parenté vivant en Suisse peuvent entrer dans notre pays sans difficulté. De plus, le Conseil fédéral a également décidé d'accepter, jusqu'à présent et sur une base collective, 8850 personnes (femmes et enfants, déserteurs et réfractaires) et d'accorder protection à 3048 réfugiés supplémentaires dans le cadre de procédures individuelles. En raison de la guerre civile, environ 70 000 personnes de l'ex-Yougoslavie peuvent rester, jusqu'à nouvel avis, auprès de leur parenté en Suisse. En outre, 7200 requérants d'asile et environ 260 000 ressortissants de l'ex-Yougoslavie, au bénéfice d'une autorisation de séjour, vivent actuellement en Suisse.

93.3397

**Dringliche Einfache Anfrage
der sozialdemokratischen Fraktion
Schweizerische Unterstützung
des Autonomieprozesses für Gaza und Jericho**

**Question ordinaire urgente
du groupe socialiste
Soutien de la Confédération
au processus d'autonomie de Gaza et de Jéricho**

Wortlaut der Einfachen Anfrage vom 21. September 1993

Die gegenseitige Anerkennung zwischen Israel und der PLO wurde allorts als wichtiger Schritt zum Frieden im Nahen Osten und im Mittelmeerraum begrüsst. Die SP-Fraktion teilt diese Hoffnung und ruft in Erinnerung, dass Nationalrätin Ursula Bäumlin am 23. Januar 1991 in einer Motion verlang



eine Arbeitsgruppe zu bilden und sie zu beauftragen, eine neue Nahostpolitik zu entwerfen. Die Motion wurde am 21. Juni 1991 als Postulat überwiesen. In seiner schriftlichen Antwort vom 17. April 1991 machte der Bundesrat Zusagen; trotzdem scheint die Schweiz zu einer Verständigung der Parteien wenig beigetragen zu haben.

Die sozialdemokratischen Fraktion, nach wie vor überzeugt, dass die Schweiz im Nahen Osten eine wichtige Rolle spielen könnte – unter anderem im wirtschaftlichen Bereich –, bittet den Bundesrat um Beantwortung der folgenden Fragen:

1. In welcher Form will er künftige Verhandlungen praktisch unterstützen?
2. Welches sind die Massnahmen, die er im Einvernehmen mit den Efta- und EG-Ländern treffen wird, um an die Bewohner von Gaza und Jericho vermehrte Direkthilfe zu leisten, damit ihre alltäglichen Bedürfnisse besser abgedeckt werden?
3. Welchen Institutionen wird man das Verwalten der gesprochenen Kredite anvertrauen?
4. In den Schlüsselbereichen der wirtschaftlichen Entwicklung und der Umweltprobleme (insbesondere der Wasserversorgung) ist eine technologische Umstrukturierung unumgänglich. Diese muss organisiert und ihre Durchführung überwacht werden. Wie wird der Bundesrat dieses Problem lösen?
5. Welchen – personellen und materiellen – Beitrag wird er leisten, um die soziale Integration der Flüchtlinge (vor allem der Frauen und Kinder) zu gewährleisten und zu erleichtern?
6. Ist der Bundesrat mit uns der Meinung, dass die Politik in dieser Region Teil einer umfassenderen, alle Länder des südlichen Mittelmeerraums einschliessenden Politik sein sollte und dass der Stellenwert dieser Politik innerhalb unserer Ausenpolitik festgelegt werden müsste (kooperative Entwicklungs- und Wirtschaftspolitik)? Wird er dem Parlament in Kürze eine Botschaft über seine Mittelmeerpolitik unterbreiten?

Texte de la question ordinaire du 21 septembre 1993

La reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP a été saluée partout comme un pas essentiel vers la paix au Proche-Orient et dans le monde méditerranéen. Le groupe socialiste partage cet espoir et rappelle la motion déposée le 23 janvier 1991 par M^{me} Ursula Bäumlin, conseillère nationale, qui demandait la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer une nouvelle politique sur le Proche-Orient, motion transmise le 21 juin 1991 comme postulat. Il semble cependant que la Suisse a peu participé au rapprochement des parties, contrairement aux promesses faites dans le rapport écrit du Conseil fédéral du 17 avril 1991, en réponse à la motion Bäumlin.

C'est pourquoi le groupe socialiste, toujours convaincu du rôle important que pourrait jouer la Suisse – entre autres en matière économique – pose au Conseil fédéral les questions suivantes:

1. Quelle assistance pratique est-il prêt à accorder aux négociations ultérieures?
2. Quelles mesures va-t-il prendre, en accord avec les autres pays de l'AELE et de la CE, pour accroître l'aide directe aux habitants de Gaza et de Jéricho, afin d'améliorer rapidement leur existence quotidienne? Beaucoup de Palestiniens attendent de la paix des bienfaits concrets et il serait grave de les décevoir.
3. A quelles institutions la gestion des crédits disponibles sera-t-elle confiée?
4. Comment va-t-il garantir et organiser les transferts technologiques indispensables dans les domaines-clés du développement économique et de l'environnement (problème de l'eau notamment)?
5. Quelles contributions – personnelles et matérielles – est-il décidé à accorder pour faciliter la réinsertion sociale des réfugié(e)s, en particulier en faveur des femmes et des enfants?
6. Le Conseil fédéral est-il également de l'avis que la politique menée dans cette région doit s'inscrire dans une politique plus globale touchant tous les pays du sud de la Méditerranée, dont il convient de définir la place dans notre politique étrangère (politique de coopération au développement et de coopération économique). Est-il disposé à présenter au parlement un rapport sur sa politique méditerranéenne dans un proche avenir?

Antwort des Bundesrates vom 4. Oktober 1993

1. Die nachhaltigste – wenn auch indirekte – Unterstützung des nahöstlichen Friedensprozesses durch die Schweiz wird in Form der vom Bundesrat am 20. September 1993 beschlossenen Aufbauhilfe an den Gaza-Streifen und die Westbank erfolgen (Punkt 2). Gleichzeitig wird der Bundesrat die schweizerische Mitarbeit in den fünf multilateralen Arbeitsgruppen weiterführen und vertiefen. Es ist anzunehmen, dass deren Arbeit sich angesichts der jüngsten Fortschritte in den bilateralen Verhandlungen intensivieren und konkretisieren wird. Im Vordergrund steht dabei für uns nach wie vor die Arbeitsgruppe «Wirtschaftliche Entwicklung», in der wir uns von Anfang an engagierten und an deren nächstem Treffen wir konkrete Vorschläge unterbreiten werden. Im Lichte der jüngsten Durchbrüche im israelisch-palästinensischen und im israelisch-jordanischen Verhandlungsstrang gedenken wir auch in den Arbeitsgruppen «Wasserressourcen», «Umwelt» und «Flüchtlinge» in Zukunft verstärkt mitzuarbeiten. Es sei daran erinnert, dass die Schweiz im April 1993 das dritte Treffen der Arbeitsgruppe «Wasserressourcen» beherbergt hat.

2. Der Bundesrat hat in seiner Sitzung vom 20. September 1993 das EDA beauftragt, einen Rahmenkredit von 60 Millionen Schweizerfranken für eine Aufbauhilfe im Gaza-Streifen und in der Westbank – nicht nur Jericho – sowie für Massnahmen der regionalen Zusammenarbeit für die nächsten fünf Jahre bereitzustellen. Eine erste Tranche von 15 Millionen Schweizerfranken soll bereits 1994 zur Verfügung stehen. Die Gestaltung der schweizerischen Aufbauhilfe soll international abgestimmt werden. Dabei ist gerade auch die Abstimmung unserer Bemühungen mit den europäischen Nachbarn wichtig und notwendig. Die Schweiz hat deshalb bereits an einem diesbezüglichen Koordinationstreffen zwischen EG- und Efta-Experten teilgenommen.

Es sei im übrigen daran erinnert, dass das seit dem 1. Januar 1993 in Kraft getretene Freihandelsabkommen mit Israel ausdrücklich auch für die Exporte aus den besetzten Gebieten Gültigkeit hat. Im weiteren sei erwähnt, dass die schweizerische Botschaft in Tel Aviv über einen Rahmenkredit von insgesamt 250 000 Schweizerfranken für die Unterstützung von Kleinprojekten in den besetzten Gebieten (insbesondere im Bereich der Menschenrechte) verfügt.

3. Ein schweizerischer Beitrag wird aus Kapazitätsgründen wohl zu einem bedeutenden Teil über multilaterale Kanäle erfolgen. In Bereichen, in welchen die Schweiz über spezifische Erfahrung verfügt, wird sie auch bilaterale Projekte durchführen. Ein Entscheid über die genaue Ausgestaltung der Unterstützung im einzelnen kann erst im Lichte näherer Informationen über die geplanten internationalen Massnahmen gefällt werden (u. a. internationale Geberkonferenz in Washington vom 1. Oktober 1993). Was die Kanäle und die Koordination der multilateralen Hilfe betrifft, wird die Schweiz sich dafür einsetzen, dass bereits existierende Koordinationsforen ausgeschöpft und keine neuen Instanzen geschaffen werden. Insbesondere denken wir an die Weltbank und an die Arbeitsgruppen im Rahmen des multilateralen Friedensprozesses im Nahen Osten, wo wir vollberechtigtes Mitglied sind.

4. Ein Transfer von Know-how wird im Rahmen der internationalen Aufbauhilfe und entsprechend der lokalen Absorptionskapazität sicherlich stattfinden. Dabei werden dem institutionellen Aufbau und der Ausbildung gerade in der ersten Phase höchste Priorität zukommen. Der schweizerischen Privatwirtschaft, welche in der Region über breite Erfahrungen verfügt, dürfte gegebenenfalls eine wichtige Rolle zufallen.

5. Das Abkommen zwischen Israel und der PLO sieht während der Uebergangsphase eine graduelle Rückkehr von Palästinensern, welche ihre Heimat 1967 verlassen haben, vor. Deren Reintegration wird eines der Ziele der internationalen Aufbauhilfe sein. Dabei dürfte vorläufig der UNRWA und der multilateralen Arbeitsgruppe «Flüchtlinge» eine zentrale Rolle zufallen. Wir sind bereit, uns an diesen Bemühungen im Rahmen des in Punkt 2 erwähnten Kredites zu beteiligen. Dabei soll der Reintegration der Frauen und Kinder besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden. Ueber das Schicksal der Palästinaflüchtlinge von 1948 wird erst in den Verhandlungen über eine endgültige Regelung, welche spätestens zwei Jahre nach

Inkrafttreten der Grundsatzklärung beginnen sollen, entschieden. Im Rahmen der multilateralen Arbeitsgruppe «Flüchtlinge» können aber bereits vorher konkrete Massnahmen zur Verbesserung der Lebensbedingungen dieser Flüchtlinge eingeleitet werden. Erwähnt sei in diesem Zusammenhang, dass die Schweiz mit rund 10 Millionen Schweizerfranken jährlich der siebtgrösste Geldgeber der UNRWA ist.

6. Wir gehen mit den Urhebern der dringlichen Einfachen Anfrage einig, dass der Region des südlichen Mittelmeers im Rahmen unserer Aussenpolitik ebenfalls besondere Aufmerksamkeit gebührt. Dabei müssen wir uns aber – wie die Erfahrungen mit der von uns befürworteten Mittelmeerkomponente der KSZE gelehrt haben – der unterschiedlichen politischen Gegebenheiten im östlichen und im südlichen Mittelmeer bewusst sein. Von einem spezifischen, das ganze Mittelmeer umfassenden Bericht möchten wir deshalb zumindest vorläufig absehen.

Réponse du Conseil fédéral du 4 octobre 1993

1. Le soutien le plus important – quoique indirect – de la Suisse au processus de paix au Proche-Orient sera l'aide à la reconstruction de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, aide décidée par le Conseil fédéral le 20 septembre 1993 (point 2). Parallèlement, nous allons poursuivre et approfondir notre participation aux cinq groupes de travail multilatéraux. Nous pouvons en effet supposer que leur travail va s'intensifier et se concrétiser à la suite des progrès récents obtenus dans le cadre des négociations bilatérales. Dans ce contexte, c'est le groupe de travail «développement économique» qui a revêtu pour nous, dès le début, la plus grande importance; nous allons présenter des propositions concrètes lors de sa prochaine réunion. Nous avons également l'intention de participer de façon plus approfondie à l'avenir aux groupes de travail «ressources en eau», «environnement» et «réfugiés», à la lumière des récents progrès réalisés dans le cadre des négociations israélo-palestiniennes et israélo-jordanien. Rappelons à ce sujet que la Suisse a accueilli en avril dernier la troisième réunion du groupe de travail «ressources en eau».

2. Le Conseil fédéral, lors de sa séance du 20 septembre 1993, a chargé le DFAE de mettre à disposition un crédit-cadre de 60 millions de francs sur cinq ans pour une aide à la reconstruction dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie – pas seulement à Jéricho – et pour des mesures de coopération régionale. Une première tranche de 15 millions de francs devrait déjà être mise à disposition en 1994. La répartition de l'aide suisse devra être coordonnée au plan international. A cet égard, la coordination de nos efforts avec ceux de nos voisins européens est aussi nécessaire qu'importante. C'est pourquoi la Suisse a participé à une réunion de coordination à ce sujet entre experts de la CE et des pays de l'AELE.

Il faut en outre souligner que notre accord de libre-échange avec Israël, en vigueur depuis le 1er janvier de cette année, concerne également – et explicitement – les exportations en provenance des territoires occupés. Par ailleurs, notre ambassade à Tel-Aviv dispose d'un crédit-cadre d'un total de 250 000 francs pour le soutien à divers projets dans les territoires occupés, en matière de droits de l'homme notamment.

3. Pour des raisons de capacité, le soutien suisse sera dans une large mesure dispensé par le biais de canaux multilatéraux. Des projets bilatéraux seront également exécutés dans les domaines où la Suisse dispose d'une compétence spécifique. Le choix de la forme concrète du soutien de la Suisse ne sera effectué que lorsque nous serons informés des mesures prévues au niveau international (notamment lors de la Conférence internationale des pays donateurs à Washington, le 1er octobre 1993).

Quant aux canaux et à la coordination de l'aide multilatérale, la Suisse s'engagera pour que les capacités des institutions en place soient utilisées au mieux et pour que l'on n'ait pas recours à la création de nouvelles instances. Par institutions en place, nous entendons en particulier la Banque mondiale et les groupes de travail du processus multilatéral de paix au Proche-Orient, instances dont nous sommes membre à part entière.

4. Un transfert de savoir-faire aura lieu dans le cadre des efforts internationaux de reconstruction et en fonction des capacités locales d'absorption. La mise en place d'institutions palestiniennes et la formation sont en tête des priorités de la première phase. Un rôle important devrait revenir au secteur privé suisse, eu égard à la large expérience dont il dispose dans la région.

5. L'accord entre Israël et l'OLP prévoit pendant la phase de transition un retour graduel de Palestiniens qui ont quitté leur patrie en 1967. Leur réintégration sera l'un des objectifs de l'aide internationale à la reconstruction; l'UNRWA et le groupe de travail multilatéral «réfugiés» auront un rôle capital à jouer à cet effet. Nous sommes prêts à participer à ces efforts dans le cadre du crédit mentionné au point 2. La réintégration des femmes et des enfants devrait recevoir une attention particulière dans ce contexte. Le sort des réfugiés palestiniens de 1948 ne sera toutefois décidé que dans les négociations sur une solution permanente, qui devraient débiter au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la déclaration de principe. Des mesures concrètes en vue d'une amélioration des conditions de vie de ces réfugiés peuvent néanmoins être envisagées sans attendre dans le cadre du groupe de travail multilatéral «réfugiés». Il convient de mentionner à ce propos que la Suisse est, avec un montant annuel d'environ 10 millions de francs suisses, le septième contributeur de l'UNRWA.

6. Nous partageons l'avis des auteurs de la question ordinaire urgente lorsqu'ils relèvent que la région sud de la Méditerranée mérite une attention particulière dans le cadre de notre politique extérieure. Nous devons toutefois être conscients que la situation politique est fort différente entre le Sud et l'Est de la Méditerranée, comme l'expérience du volet méditerranéen de la CSCE – qui jouit de notre soutien – l'a bien démontré. Nous ne souhaitons donc pas, pour l'instant du moins, soumettre un rapport spécifique consacré à l'ensemble de la région méditerranéenne.

93.1054

Einfache Anfrage Loeb François Gefangene in Tibet

Question ordinaire Loeb François Prisonniers au Tibet

Wortlaut der Einfachen Anfrage vom 20. September 1993

Am 24./25. Mai 1993, während des Besuches einer Menschenrechtsdelegation, bestehend aus Botschaftern der EG, kam es in Lhasa zu Demonstrationen gegen die Unterdrückungspolitik Chinas in Tibet. Dabei wurden zahlreiche Tibetanerinnen und Tibetener verhaftet. Teilweise erfolgten die Verhaftungen vorsorglich Tage vor der Demonstration.

Kann der Bundesrat Auskunft darüber geben, was mit den Verhafteten geschehen ist?

Ist der Bundesrat in der Lage, sich für die zu Unrecht Festgehaltenen einzusetzen?

Kann der Bundesrat im weiteren darüber Auskunft geben, was mit dem Gefangenen geschehen ist, der anlässlich des Besuches der Schweizer Menschenrechtsdelegation im Zentralgefängnis von Lhasa nur wegen der Äusserung «Lang lebe der Dalai Lama» zu einer langjährigen Zusatzstrafe verurteilt wurde?

Antwort des Bundesrates vom 3. November 1993

Ein anfänglich gegen die starke Verteuerung der Lebenshaltungskosten gerichteter Protest von Tibetern in Lhasa führte vom 24. bis 26. Mai 1993 zu gewalttätigen Demonstrationen für die Unabhängigkeit Tibets. In der Folge wurden mehrere hundert Tibeter verhaftet. Allerdings gibt es widersprüchliche Aussagen über die Anzahl der Verhafteten. Bereits vor dem 24. Mai und vor Ankunft der EG-Delegation wurden einige Ti-